

## De l'utilisation des sources orales pour l'étude de la Seconde Guerre mondiale à l'échelon local. L'exemple des séminaires sur la vie quotidienne en Wallonie menés à l'UCL entre 1984 et 1998

Fabrice Maerten

75 ans après la Libération, les acteurs de la Seconde Guerre mondiale encore en vie se font de plus en plus rares et se limitent désormais aux enfants et au mieux, aux adolescents de l'époque. Mais si l'historien sera dans un proche avenir dans l'incapacité de produire des sources orales sur base des témoignages de contemporains des événements, il pourra toujours s'appuyer sur la somme de sources de ce type constituées par ses prédécesseurs.

En effet, depuis le développement de l'histoire orale en Belgique dans les années 1970, les centres d'archives contemporaines, les radios-télévisions, les universités et, un peu plus tard, du fait de leur création récente, les institutions patrimoniales ont accordé une attention particulière à la Seconde Guerre mondiale dans leur récolte de témoignages. Le CegeSoma, alors appelé Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM), joue un rôle pionnier et fondamental en la matière en se lançant dès 1970, soit un an après sa création, dans la collecte de témoignages oraux d'acteurs importants du conflit. En 1973, Jean Stengers introduit l'oralité dans le monde académique en faisant mener une enquête d'histoire orale sur la question royale à des étudiants en histoire, sciences politiques et journalisme de l'ULB. La méthode est notamment reprise dans les années qui suivent par son disciple et collègue José Gotovitch, qui encadre des investigations sur le personnel par-

lementaire de 1936 à 1949 et sur la mémoire de la déportation, sur base d'archives et de sources orales. Cependant, si l'on en croit un bilan, établi en 1990, des recherches sur la Seconde Guerre mondiale réalisées dans les universités belges, l'histoire orale ne fait pas encore recette dans les années 1980 auprès des spécialistes du conflit des autres établissements universitaires, à l'exception de Jacques Lory, à l'UCL<sup>1</sup>.

Depuis 1984, ce dernier est le maître d'œuvre de trois vastes enquêtes réalisées par les étudiants du séminaire d'histoire contemporaine de l'UCL sur la vie quotidienne à la Libération et sous l'Occupation dans diverses communes du Brabant wallon. Et ces enquêtes reposent pour une grande part sur le recueil et l'analyse de témoignages oraux. La démarche sera encore reproduite en 1993-1994 pour la province de Namur et en 1997-1998 pour le Hainaut, chaque fois pour la période de l'Occupation.

Par leur ampleur, leur originalité et leur caractère méthodique et réfléchi, les témoignages oraux récoltés et les travaux produits lors de ces cinq séminaires constituent une source de premier plan pour l'étude de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique sur le plan local. Et leur accès est aisé, puisque pratiquement tous les travaux et l'immense majorité des enregistrements sont aujourd'hui accessibles aux chercheurs dans la salle de lecture du CegeSoma<sup>2</sup>. Pour en tirer pleinement profit, encore faut-il bien avoir conscience des forces et des faiblesses de cet ensemble unique dans le pays.

Il est ainsi important de savoir qu'au moment où il démarre ses séminaires, Jacques Lory ne dispose, à propos de l'histoire orale, que de quelques études réalisées à l'étranger et des ébauches de réflexion menées en Belgique depuis le début des

1. Voir *La guerre dans l'enseignement et la recherche universitaires*, Bruxelles, CREHSGM, 1990.

2. Seul manque le travail consacré en 1987 à Neerheylyssém et Opheylyssém, mais le CegeSoma dispose du mémoire de licence réalisé l'année suivante par l'étudiant sur le même sujet. Par contre, les cassettes relatives aux témoignages enregistrés en 1994 pour les communes de Beauraing, Gesves et Sombreffe ne figuraient pas dans l'ensemble de la collection déposée au CegeSoma par le professeur Lory en 1999 et n'ont pas, à ce jour, été retrouvées.

années 1980. Il faudra attendre la seconde moitié de la décennie et surtout les années 2000, pour voir la méthodologie s'affiner<sup>3</sup>.

Les outils épistémologiques relatifs à l'étude de la Seconde Guerre mondiale à l'échelon local sont encore plus rares, puisque cette thématique ne fait l'objet d'une analyse approfondie en Belgique qu'en 1993<sup>4</sup>, analyse renouvelée dix ans plus tard, soit bien après la fin des séminaires<sup>5</sup>.

Dès lors, et ce sera la problématique centrale de cette contribution, que peut-on précisément attendre de ces témoignages oraux et de ces travaux, et comment en faire le meilleur usage, compte tenu de l'état des connaissances et des réflexions en matière d'histoire locale de la Seconde Guerre mondiale? Pour tenter de répondre à ces interrogations, nous nous plongerons d'abord dans l'histoire du séminaire afin de mieux cerner la manière dont il a été échafaudé et dont les interviews ont été élaborées et produites au fil de ces quinze années. La disparation brutale de Jacques Lory le 13 août 2018 ne nous a pas permis de l'interroger à ce sujet. Mais le don au CegeSoma en février 2019 de ses riches archives relatives à ces séminaires a par contre fourni une multitude d'informations sur la façon dont ils ont été conçus et réalisés<sup>6</sup>. Ces mêmes archives ainsi que des données collectées à partir de l'analyse des travaux permettront ensuite de souligner l'importance quantitative du matériau récolté, mais aussi de dégager une typologie des témoins interrogés et d'attirer l'attention sur la manière dont les interviews ont été exploitées. Enfin, après avoir mis en exergue la première réflexion approfondie développée à partir des témoignages récoltés, nous tirerons un

bilan des séminaires afin d'être à même de proposer des pistes pour une utilisation optimale de cet ensemble original de témoignages oraux.

## Au fil des séminaires

### *Les tâtonnements du premier séminaire sur la Libération*

Né le 1<sup>er</sup> janvier 1934, Jacques Lory est chargé de cours au Facultés universitaires Saint-Louis depuis 1968 et à l'UCL depuis 1971, année de son doctorat qui porte sur la guerre scolaire au 19<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. À l'automne 1984, il assume pour la première fois la responsabilité du séminaire d'histoire contemporaine de l'UCL. Le choix de se consacrer à la vie quotidienne à la Libération dans le Brabant wallon peut dès lors paraître étonnant. Nous ne disposons pas de textes datant de 1984 le justifiant, mais les deux premiers motifs qu'il invoque devant les étudiants en octobre 1986 pour renouveler l'expérience sur un sujet proche valent certainement aussi pour l'enquête précédente. À savoir un intérêt personnel lié à ses « souvenirs personnels, lointains, mais nets pour certains, de l'exode au nord de la France, des bombardements de 1944, de la Libération » ; un intérêt professionnel comme membre du comité scientifique du CREHSGM et promoteur de plusieurs mémoires relatifs à la Seconde Guerre mondiale.

L'attachement de Jacques Lory à l'histoire du dernier conflit est en effet alors déjà ancien et puissant : représentant de l'UCL dans le comité scientifique du CREHSGM depuis 1972, il dirige de 1975 à 1984 dix mémoires de licence sur le sujet, dont quatre sur des aspects de l'Occupation dans des

3. Voir, pour un état des lieux récent, NICO WOUTERS, « Sources orales », in PATRICIA VAN DEN ECKHOUT et GUY VANTHEMSCHÉ (dir.), *Sources pour l'étude de la Belgique contemporaine, 19<sup>e</sup> – 21<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, 2017, t. 2, p. 1601-1618, en particulier p. 1601.

4. RUDI VAN DOORSLAER, « De Tweede Wereldoorlog », in JAN ART (dir.), *Hoe schrijf ik de geschiedenis van mijn gemeente? 1. Nieuwste Tijden, 19<sup>de</sup> en 20<sup>ste</sup> eeuw*, Gand, 1993, p. 301-319. Notons aussi dans le même ouvrage l'article de BRUNO DE WEVER (avec B. DE GRAEVE) sur les sources orales (p. 51-78).

5. RUDI VAN DOORSLAER et ANTOON VRINTS, « De twee wereldoorlogen », in JAN ART et ERIC VANHAUTE (dir.), *Inleiding tot de lokale geschiedenis van de 19<sup>de</sup> en de 20<sup>ste</sup> eeuw*, Gand, 2003, p. 381-406.

6. Toutes les citations sans référence sont tirées de ces précieuses archives.

7. Il est publié en 1979 sous le titre *Libéralisme et instruction primaire, 1842-1879. Introduction à l'étude de la lutte scolaire en Belgique*, Louvain, 2 vol.

villes de Wallonie. Il est en outre lecteur en 1982 du mémoire de Jacques Wynants, correspondant au CRESHGM depuis 1969, sur la Libération à Verviers. Ce dernier viendra d'ailleurs exposer le résultat de ses recherches au séminaire dans le courant de l'automne 1984. Enfin, une note rédigée par l'historien néo-louvaniste en vue de son exposé dans le cadre de la journée d'étude organisée en mai 1990 par le CREHSGM sur « la guerre dans l'enseignement et la recherche universitaires » dont nous avons déjà parlé, souligne l'influence de José Gotovitch, un des piliers scientifiques de l'institution, dans le choix du séminaire de 1984. Jacques Lory écrit en effet : « Dire que encouragement de Gotovitch → séminaire sur Libération ».

Pour mener à bien ce projet, le professeur néo-louvaniste ne compte pas dans un premier temps faire de la source orale un des points d'appui principaux de la recherche. Lui-même ne l'a jamais pratiquée<sup>8</sup>. En outre, nous pouvons attester personnellement que jusqu'en 1982 au moins, il est très réticent quant à son utilisation<sup>9</sup>. Selon son assistante de l'époque, Françoise Rosart, il accepte néanmoins dès le départ d'y avoir recours, mais seulement à titre complémentaire<sup>10</sup>. Toujours d'après elle, il franchit le pas car il sait que son directeur de thèse, le chanoine Roger Aubert, l'utilise dans ses séminaires et les mémoires qu'il patronne; en outre, il a connaissance des nombreuses interviews déjà réalisées par Françoise Rosart dans le cadre de ses recherches sur l'Action catholique et les mouvements de jeunesse du même pilier. D'autres influences, méconnues de son assistante, ont pu jouer<sup>11</sup>. Quoiqu'il en soit, toujours selon elle, il n'est question à l'origine que de trois interviews par étudiant.

Cette approche prudente est confirmée par le fait que Jacques Lory explore au départ une multitude de pistes heuristiques, allant de la presse aux archives filmiques et aux sources orales, en passant par les sources inédites potentiellement accessibles au niveau national comme les archives militaires belges et alliées, celles de la Croix-Rouge, de la Jeunesse ouvrière chrétienne ou de la Résistance. Mais les résultats des sondages effectués sont le plus souvent décevants, raison pour laquelle il se concentre rapidement sur deux sources, les archives communales et les sources orales, comme en témoigne une lettre qu'il envoie aux bourgmestres du Brabant wallon le 20 octobre 1984<sup>12</sup>. Cette missive est riche d'enseignements pour cette contribution, puisque l'intéressent surtout les témoignages d'anciens mandataires communaux, de dirigeants des groupements locaux de Résistance, de notables (curé, notaire, médecin), de membres de la police ou de la gendarmerie, d'industriels et de titulaires des principales exploitations agricoles.

Soucieux de bien préparer ses 28 étudiants à la mise en œuvre d'une source qu'il estime sans nul doute délicate à utiliser, Jacques Lory demande à Françoise Rosart de partager son expérience et ses lectures à ce propos lors de la séance du 8 novembre 1984. Consciente de la reconstruction du passé opérée par la mémoire, celle-ci insiste d'abord sur l'importance d'une bonne connaissance préalable des thèmes abordés et préconise un entretien semi-directif. Sur un plan plus pratique encore, elle souligne qu'au début de chaque bande, il faut enregistrer l'identité de l'informateur, de l'enquêteur et les conditions de l'entretien (lieu, date, heure et thème). Par ailleurs,

**8.** Cf. l'interview réalisée par sa dernière assistante à l'UCL, ANNE-DOLORÈS MARCELIS, le 15 mars 2006. Cet entretien constitue l'essentiel du chapitre consacré à Jacques Lory dans l'ouvrage édité par FRANÇOISE ROSART et GUY ZÉLIS, *Dans l'atelier de l'historien contemporain. Parcours d'historiens de l'Université catholique de Louvain*, Louvain-La-Neuve, 2012, p. 97-111.

**9.** Nous avons le souvenir vivace d'un entretien dans son bureau au cours duquel nous avons dû longuement insister pour pouvoir y avoir recours dans le cadre de notre mémoire de licence consacré à la résistance dans la région de Mouscron.

**10.** Cf. conversation téléphonique avec Françoise Rosart, le 8 février 2019 et courriel de cette dernière le 23 mai 2019.

**11.** Comme par exemple l'exemple de José Gotovitch, pionnier en la matière et qui a publié en 1983 un article sur la question. Cf. JOSÉ GOTOVITCH, « Les années de guerre. Obstacles, distorsions, oubli », in *Cahiers de Clio*, 1983, p. 76-81.

**12.** Certains indices nous font croire qu'il avait aussi eu l'intention de faire travailler quelques étudiants sur des communes bruxelloises, mais il a dû rapidement juger que leur taille était inadaptée à son projet.

elle se montre sceptique par rapport aux transcriptions qui, selon elle, prennent beaucoup de temps et dénaturent la source. Elle attire ensuite l'attention sur la nécessité d'appliquer à la source orale les règles de la critique historique et de la confronter aux documents écrits. Enfin, elle s'attarde sur les apports et les limites de la source. Côté positif, elle note surtout que le témoignage oral permet de 'sentir' un climat, des influences, et fait parler des gens qui jusqu'alors n'avaient pas la parole. Côté négatif, il enrichit assez peu la collation des faits. Les principes exposés par Françoise Rosart en 1984 le seront encore par elle lors des trois séminaires suivants et feront l'objet d'une publication en 1993<sup>13</sup>.

L'historienne néo-louvaniste sera aussi impliquée dans le questionnaire utilisé dans le cadre des entretiens semi-directifs finalement préconisés pour l'enquête. Comptant plus de sept pages, il recense 116 questions réparties en quatorze grands thèmes : le témoin, la commune, les jours qui ont précédé la Libération, les faits immédiats de la Libération, les Alliés, la Résistance, la vie politique communale, l'épuration, la vie économique et sociale, la vie quotidienne, la vie scolaire, la vie religieuse, les suites de la Libération et les personalia. Sans entrer dans les détails de ce vaste programme, on soulignera que le questionnaire ne répond qu'en partie aux propos énoncés dans l'exposé de Françoise Rosart, puisqu'il se concentre essentiellement sur la collation de faits et sur la manière dont ceux-ci auraient été ressentis par le témoin et la population locale à l'époque. À peine pose-t-on la question des traces matérielles laissées par ces événements dans la commune (noms de rues, monuments) et effleure-t-on la problématique des jeux de mémoire. Ainsi, l'évolution du témoin depuis la guerre n'est sollicitée que par une question sur sa profession actuelle et pour le reste, seules deux (séries de) questions, soit « quelle image vous reste-t-il de ces

libérateurs ? » et « avez-vous regardé les émissions de télévision sur la Libération ? Comment les avez-vous ressenties ? Qu'en avez-vous pensé ? » font référence à la perspective mémorielle.

Opérant par groupe de deux, les étudiants doivent appliquer ce questionnaire à une dizaine de témoins et confronter les informations recueillies aux renseignements récoltés dans les sources écrites afin de produire un travail agencé selon la structure du questionnaire. Mais contraints d'abord à d'autres tâches, ils ne disposent que de deux à trois mois, soit de mars à mai 1985, pour mener à bien leurs recherches sur le plan local. Résultat : quinze travaux (treize par duo et deux individuels) de valeur inégale, portant sur 18 communes fusionnées du Brabant wallon. Leurs regrets de ne pas avoir pu mener l'enquête comme ils le désiraient s'expriment dans les travaux et les quelques appréciations du séminaire retrouvées dans les archives de Jacques Lory. Ainsi, deux étudiants écrivent ne pas avoir eu le temps d'analyser les réponses relatives aux suites immédiates et lointaines de la Libération et aux personalia. Un autre se plaint de l'absence d'exposés sur la Libération au plan local, de la trop grande importance accordée aux travaux généraux obligatoires pour tous avant de se lancer dans l'enquête locale, et enfin du travail en équipe. Jacques Lory tiendra compte de ces réactions.

Enfin, dans une synthèse faisant état des résultats du séminaire publiée en 1988<sup>14</sup>, nous soulignons par ailleurs une autre faiblesse de l'enquête, à savoir le manque de représentativité de l'échantillon, ce qui n'est pas étonnant vu la demande initiale aux bourgmestres. Nous révélons aussi que les interviews durent en moyenne 1h.30, ce qui est peu par rapport à la somme des questions à poser. Nous concluons que si les sources orales ne sont pas toujours fiables pour les faits précis, elles constituent un apport irremplaçable

13. FRANÇOISE ROSART, « La source orale. Approche méthodologique », in *Revue d'histoire religieuse du Brabant wallon*, t. 7, 1993, fasc. 1-2-3, p. 161-175.

14. FABRICE MAERTEN, « Aspects de la libération dans le Brabant wallon », in *Cahiers du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, nr.11, 1988, p. 121-163.

pour l'étude de la vie de tous les jours et de l'état d'esprit de la population, négligeant nous aussi de considérer l'effet déformant de la mémoire.

### ***Le Brabant wallon sous l'Occupation, en deux vagues***

A l'automne 1986, Jacques Lory reprend la formule initiée deux ans plus tôt, avec cependant quelques changements importants. Il s'en explique aux étudiants lors de la séance inaugurale du 2 octobre. Sur les raisons du choix de ce séminaire, outre les deux motifs évoqués plus haut, il souligne l'intérêt suscité par celui de 1984-1985 auprès des chercheurs locaux, des autorités communales et des témoins. Il ajoute que ces derniers souhaitaient aussi parler de l'Occupation. Aussi a-t-il décidé de faire travailler les étudiants sur cette période. Il précise encore que, comme lors du séminaire précédent, « les recherches au niveau local ont été souvent écourtées, alors que pour les étudiants elles constituaient la démarche la plus neuve et la plus attractive » et vu « une nécessaire limitation des travaux de séminaires (...) en fonction du temps imparti à la rédaction des mémoires, le séminaire de cette année sera consacré uniquement à des enquêtes locales, à effectuer principalement sur base de sources orales ».

Pour cette étude sur la vie sous l'Occupation dans, en principe, une ou deux communes non fusionnée du Brabant wallon entre mai 1940 et la fin août 1944, il privilégie quatre orientations de recherche : les événements de mai 1940, les cadres administratifs belges et allemands, la vie quotidienne, « domaine le plus riche, celui où l'apport de votre enquête pourra être essentiel », enfin la résistance et la collaboration. Comme sources à explorer, il cite en premier lieu les sources orales,

puis les sources inédites (surtout les archives communales), imprimées, iconographiques et monumentales. Il précise : « l'essentiel de votre travail consistera à interviewer une dizaine de témoins et à confronter leur témoignage. Les autres sources n'interviendront qu'à titre complémentaire et secondaire ».

22 étudiants de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> licence se consacrent finalement à l'étude de 35 communes d'avant les fusions. Pour effectuer leurs recherches, ils s'appuient une nouvelle fois sur la lettre envoyée par Jacques Lory auprès des bourgmestres et sur un questionnaire adapté au contexte de l'Occupation. Dans un document préparatoire au séminaire, Jacques Lory apporte des précisions quant à la sélection des témoins : ceux-ci doivent être plus diversifiés et pour ce faire, comporter au moins deux femmes et deux agriculteurs ou deux ouvriers ; par ailleurs, l'échantillon n'a pas à compter plus de la moitié de notables et ceux-ci ne doivent pas nécessairement être des responsables. Le questionnaire est préparé par Françoise Rosart et par nous-même<sup>15</sup>, sous la supervision de Jacques Lory, pour l'essentiel sur base du catalogue de l'exposition sur la vie quotidienne sous l'Occupation organisée à Bruxelles en 1984<sup>16</sup>, du questionnaire du séminaire précédent et de l'enquête écrite auprès du clergé sur l'Église sous l'Occupation élaborée en 1976 par deux chercheurs du CRESHGM<sup>17</sup>. Il en ressort une liste d'environ 90 questions à traiter, réparties en douze thèmes : le témoin, la commune, la campagne des 18 jours, l'Occupation, les institutions belges, la vie économique, la vie quotidienne, la vie scolaire, la vie religieuse, la résistance, la collaboration et la rubrique « Varia ». Toute allusion à la perception des faits, à la mémoire et au

15. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1985, nous sommes aspirant du FNRS, en vue de la réalisation d'une thèse de doctorat sur la résistance dans le Hainaut. Nous serons ensuite du 1<sup>er</sup> octobre 1989 au 31 mai 1995 assistant à l'UCL et aux Facultés universitaires Saint-Louis. Ces mandats expliquent notre implication directe dans les trois premiers séminaires sur la vie quotidienne sous l'Occupation.

16. Voir *1940-1945 : la vie quotidienne en Belgique : exposition, Bruxelles, Galerie CGER, 21 décembre 1984 - 3 mars 1985*, Bruxelles, CGER, 1984.

17. ALAIN DANTOING et FRANS SELLESLAGH. Dans la note relative aux sources d'inspiration du questionnaire, Jacques Lory ajoute encore l'apport des étudiants et le mémoire de licence réalisé sous sa direction de BERNARD TOMASI, *La région de Charleroi et la ville de Châtelet sous l'occupation allemande (mai 1940 - décembre 1942)*, Louvain, UCL, 1979, 2 vol.

temps présent a disparu, à l'exception de la proposition « éventuellement opinion politique » dans la présentation du témoin, et des questions « 40 ans après, comment le témoin voit-il cette période ? » et « aspects positifs et négatifs de la guerre sur la vie du village ».

Divers exposés des assistants ou de professeurs invités ponctuent les premières séances du séminaire. Le 11 décembre, Françoise Rosart demande de compléter une fiche signalétique par cassette. Sur celle-ci figureront, au recto, les éléments signalétiques de l'interview, et au verso, des remarques techniques. Ces fiches, également évoquées pour le séminaire suivant, n'ont pas été retrouvées. Leur absence est compensée par les indications verbales formulées au début de l'enregistrement, les données reprises sur le petit carton entourant la cassette et surtout les données reprises dans le travail. Mais souvent les remarques techniques manquent.

Les recherches en cours sont présentées oralement par groupe de trois ou quatre étudiants travaillant sur des localités voisines en février et mars 1987, et les travaux remis en avril. Dans ses conclusions du séminaire tirées le 14 mai, Jacques Lory apprécie que la plupart des étudiants aient perçu les problèmes critiques spécifiques posés par les sources orales, mais il regrette que peu aient consulté des études relatives aux méthodes en la matière et que les interviews aient généralement été réalisées fort tard. Enfin, il estime que l'appréciation critique relative aux sources manque parfois, ce qui est particulièrement regrettable quand il s'agit des témoins. Il ajoute encore que l'exposé des résultats de l'enquête est parfois un peu décousu, comme si on n'était pas parvenu à dépasser le caractère peu suivi et changeant des témoignages oraux.

Jacques Lory réitère l'expérience sur les mêmes bases pour d'autres communes du Brabant wallon deux ans plus tard. Le 26 septembre 1989,

lors de la séance inaugurale de ce nouveau séminaire, il reprend les arguments avancés en 1986 en ajoutant que, depuis lors, plusieurs mémoires ont été effectués sur des localités du Brabant wallon durant la Seconde Guerre mondiale et que certains travaux ont été publiés ou le seront bientôt<sup>18</sup>. Par ailleurs, il souligne que le séminaire doit désormais avoir lieu d'octobre à février et que les exigences sont nécessairement moindres pour les étudiants de 2<sup>e</sup> licence, qui pourront se limiter à un travail sur un sujet général. Qu'à cela ne tienne : ils seront 26, soit quatre de plus que lors du séminaire précédent, à se lancer dans l'étude d'une commune sous l'Occupation.

Les modalités pratiques détaillées par Jacques Lory ce 26 septembre 1989 ne diffèrent guère de celles décrites trois ans plus tôt. Il apporte cependant une précision supplémentaire, à savoir que chaque étudiant se verra attribuer « une commune de moyenne importance ou plusieurs petites communes, le tout totalisant de 2 à 4.000 habitants et ayant un caractère agricole, industriel ou semi-industriel ». Au total, 36 communes seront analysées.

Preuve que Jacques Lory est satisfait du questionnaire élaboré trois ans plus tôt, celui utilisé cette fois-ci ne s'en différencie que par un agencement plus logique des questions et l'affinement de certaines d'entre elles. Outre sa désormais traditionnelle lettre aux bourgmestres, il fournit par ailleurs, comme lors des séminaires précédents, des bibliographies relatives à la Seconde Guerre mondiale en général, aux sources orales et au Brabant wallon. Toujours soucieux d'offrir un maximum d'outils aux étudiants, il leur délivre en plus un document reprenant les dispositions pratiques pour le travail. Celui-ci comporte la table des matières de leur futur écrit. Il y est fait trois fois référence aux sources orales. La première, pour indiquer que dans la bibliographie, les étudiants doivent présenter une liste reprenant les noms des témoins,

**18.** Au total, au moins onze mémoires de licence sur la vie quotidienne sous l'Occupation dans l'une ou l'autre commune de Wallonie seront réalisés sous la direction de Jacques Lory. Sept portent sur des localités du Brabant wallon, deux sur des communes namuroises et deux sur des entités hennuyères. Tous sont élaborés selon le modèle des séminaires. Les cassettes des mémoires relatifs à Cortil-Noirmont et à Nivelles sont conservées au CegeSoma.

avec les dates des interviews et la concordance avec les cassettes ; la deuxième, pour préciser que lors de la présentation des témoins, il faut « établir les biographies les plus complètes possible ; justifier le choix de l'échantillon retenu ; expliquer les éventuelles difficultés et limitations » ; la dernière, pour indiquer que dans la conclusion, il convient notamment de formuler des remarques critiques personnelles sur l'apport des sources orales.

La séance de clôture du séminaire a lieu le 19 avril 1990. Jacques Lory prend la parole en premier. Il souligne d'abord la valeur inégale des travaux avant de faire remarquer que, dans nombre de localités, les personnes adultes y ayant vécu toute la guerre deviennent rares. Enfin, il constate la difficulté de recueillir des témoignages sur la collaboration et sur les aspects discutables de la résistance. Son assistant principal, Vincent Aelbrecht, regrette quant à lui le manque de préparation et d'approfondissement des entretiens ainsi que l'aspect lacunaire de trop de biographies : selon lui, les étudiants ont trop souvent négligé de questionner les témoins sur leur environnement familial, social et culturel avant et après l'Occupation.

Un bilan de ces deux séminaires est tiré par Jacques Lory et nous-même lors de la journée déjà évoquée au début de cette contribution. Le texte fait rapidement l'objet d'une publication<sup>19</sup>. Nous y soulignons notamment qu'au fur et à mesure du déroulement des enquêtes, le questionnaire a été adapté aux circonstances et à la personnalité des témoins. Nous passons ensuite longuement en revue les résultats engrangés, sous forme d'une énumération de faits et d'attitudes, ponctuée d'appréciations faites à leur sujet par les personnes interrogées. Enfin, dans la conclusion, Jacques Lory se réjouit d'avoir pu donner la parole aux oubliés de l'Histoire et qu'ainsi, la Seconde

Guerre mondiale ne se résume plus, pour les étudiants, à des schémas explicatifs et des enchaînements d'événements militaires, politiques et idéologiques, mais évoque aussi une réalité concrète, proche et immédiate<sup>20</sup>.

### ***Le Namurois, nouveau champ d'investigation***

La plupart des communes du Brabant wallon ayant été explorées, Jacques Lory se lance à l'automne 1993 dans l'étude des localités de la province de Namur, dont sont originaires bon nombre d'étudiants de l'UCL. Le 5 octobre, il justifie le choix du sujet par les éléments déjà repris lors des séminaires précédents. Il précise que les recherches antérieures ont été suivies avec beaucoup d'attention par les chercheurs locaux, les autorités communales, les habitants des communes explorées, les historiens de métier s'intéressant à la Seconde Guerre mondiale, à commencer par ceux du CREHSGM, par des journalistes chargés des pages régionales dans *Le Soir* et *La Libre Belgique*. Il y ajoute les encouragements des collègues (il ne précise pas lesquels) à continuer d'explorer ce champ de recherche et l'approche du cinquantième anniversaire de la Libération. Cette fois, il distingue cinq orientations principales de recherche, ajoutant la vie scolaire et religieuse aux thèmes énumérés précédemment. Comme sources à explorer, il place en premier lieu les archives communales, puis seulement les témoignages oraux. Ils sont « fondamentaux pour tout ce qui touche à l'histoire du temps présent », mais sont « de plus en plus rares dans les petites localités ». Il appelle à interviewer dix témoins, hommes et femmes, d'origine sociale différente.

De manière générale, le programme du séminaire et les outils proposés aux étudiants sont similaires à ceux des expériences précédentes, si ce n'est que la bibliographie relative au Namurois a rem-

19. Cf. JACQUES LORY et FABRICE MAERTEN, « L'occupation allemande dans le Brabant wallon, 1940-1944 », in *La guerre dans l'enseignement et la recherche universitaires*, Bruxelles, 1990, p. 7-22.

20. Un autre article de synthèse traite de la partie de l'enquête relative à la vie religieuse. Le texte ne diffère guère du précédent quant à la manière de présenter les résultats recueillis, sauf par la présence de deux formules faisant état de l'effet sélectif et déformant de la mémoire. Cf. FABRICE MAERTEN, « La vie religieuse dans le Brabant wallon sous l'occupation allemande (mai 1940 – septembre 1944) », in *Revue d'histoire religieuse du Brabant wallon*, t. 5, 1991, fasc. 1, p. 3-24.

placé celle consacrée au Brabant wallon et que les étudiants disposent en plus d'un relevé des sources disponibles au CREHSGM. Les futurs historiens sont au nombre de 59, soit 31 pour l'enquête sur 35 communes et 28 pour le travail sur un sujet général.

Le questionnaire est quasi identique à quelques détails près. Les seules modifications d'une certaine importance sont la suppression de la question éventuelle sur l'opinion politique et le fait que pour quatre questions marquées d'un astérisque, relatives à la commune, aux cadres administratifs et militaires allemands, aux établissements scolaires et à la répression de la collaboration, la réponse est à trouver dans les sources manuscrites et imprimées. Jacques Lory ajoute, lors de la séance du 19 octobre consacrée notamment au questionnaire, qu'il n'est pas possible de tout demander de la même manière à chaque témoin. À noter encore que ce même jour, il renvoie à l'ouvrage de référence récemment paru *Hoe schrijf ik de geschiedenis van mijn gemeente?*, qui lui-même souligne, sous la plume de Rudi Van Doorslaer, chercheur au CREHSGM, le caractère novateur des séminaires de Jacques Lory<sup>21</sup>.

Par ailleurs, la lettre aux bourgmestres, à envoyer cette fois par les étudiants à partir d'un modèle toujours rédigé par le professeur Lory, est quelque peu différente des précédentes. Confirmant la recommandation d'obtenir un échantillon diversifié, elle demande « de bien vouloir indiquer les noms et adresses des personnes ayant habité (...) durant la guerre et susceptibles de fournir des renseignements utiles ».

La séance de clôture a lieu le 5 mai 1994. Et Jacques Lory paraît cette fois très satisfait des résultats obtenus. L'excellent niveau atteint s'explique selon lui par la motivation, la débrouillar-

dise et la compétence des étudiants, mais aussi par l'expérience accumulée par l'équipe du séminaire qui a permis de mieux baliser le terrain des investigations, à affiner le questionnaire et à mieux préciser les objectifs poursuivis par les enquêtes de terrain. Il ajoute que si la diversification souhaitée des témoins selon le sexe et la profession n'a pas toujours réussi, le choix de communes suffisamment peuplées a rendu possible l'interview d'un nombre acceptable de témoins valides.

### ***Une dernière salve aux accents nouveaux dans le Hainaut***

Pour son dernier séminaire avant de prendre sa retraite à l'UCL, Jacques Lory fait une cinquième fois travailler ses étudiants sur la vie quotidienne au temps de la Seconde Guerre mondiale. Lors de la séance inaugurale du 16 septembre 1997, il reprend les arguments déjà avancés dans le passé, tout en justifiant le choix de l'espace investi, « après la présentation en 1996 du doctorat de F. Maerten sur la résistance dans la province de Hainaut ». Il ajoute que l'actuel séminaire « se situe dans la continuité des précédents séminaires », mais qu'en même temps, « il s'est enrichi de nouvelles problématiques, en particulier en ce qui concerne la mémoire d'un passé vieux de plus de 50 ans » ; enfin, « il bénéficie de la multiplication des instruments de travail et de travaux réalisés, notamment à l'occasion de la commémoration, de 1990 à 1994, des événements de la guerre ». Il précise encore que les limites chronologiques vont de mai 1940 à septembre 1944, « ce qui n'exclut pas des retours en arrière et des coups de sonde sur l'immédiat après-guerre ».

Les allusions à l'élargissement de la perspective se retrouvent de manière encore plus nette dans les orientations de recherche, puisqu'il ajoute aux cinq thématiques principales énumérées quelques années plus tôt, la « mémoire des événements ».

21. « *Veel van de aspecten van de geschiedenis van het dagelijks leven die verder in die tekst nog aan bod komen werden door de UCL-vorsers en hun studenten, vooral via mondelinge geschiedenis, voor het eerst systematisch getoetst* ». Cf. RUDI VAN DOORSLAER, *art. cit.*, citation p. 304. Le chapitre rédigé par BRUNO DE WEVER sur les sources orales a certainement aussi dû retenir l'attention de Jacques Lory. Mais il n'est pas sûr que les étudiants de l'UCL, alors généralement peu à l'aise avec le néerlandais, aient exploité l'ouvrage.

Dans la description des sources, il évoque en premier lieu les archives communales, puis les sources orales. A ce dernier propos, il précise qu'il « ne faut retenir que des témoins ayant au moins 14 ans au début de la guerre et qui ont vécu les années de guerre dans la commune » et qu'« un minimum de dix témoins, si possible d'origine sociale différente, hommes et femmes pour moitié, est nécessaire pour avoir un échantillonnage valable ».

Pour les aider, les étudiants disposent des outils désormais habituels – la bibliographie relative au Namurois est remplacée par celle dédiée au Hainaut – sans compter les exposés de spécialistes et d'une ancienne du séminaire ainsi que l'encadrement d'une nouvelle assistante, Anne-Dolorès Marcelis. Cette dernière apporte un souffle nouveau au séminaire, notamment par son exposé sur les sources orales et son commentaire sur le questionnaire le 23 septembre. Ainsi, dans la partie relative aux richesses et limites de la source orale, elle soulève « deux 'difficultés' et un 'problème de fond' », relativement peu mis en exergue lors des séminaires précédents.

Elle souligne d'abord que la subjectivité de l'historien entre dans la constitution même de la source, et non pas seulement dans son exploitation. Dès lors, elle conseille de ne pas enfermer le témoin dans la grille de questions. Elle attire ensuite l'attention sur le fait que l'historien n'est pas habitué à travailler sur la parole et que l'analyse sémantique peut être utile pour clarifier le témoignage oral. Enfin, elle met l'accent sur ce qui pose le plus problème, à savoir la distance temporelle entre les événements et leur relation. Elle en déduit qu'il faut être attentif à la situation psychologique, matérielle et sociale du témoin non seulement au moment où il vit l'événement mais aussi au moment où il le relate.

Enfin, elle s'étend sur la difficulté de vouloir, dans un témoignage oral, faire la part entre la mémoire individuelle et collective. Pour analyser ce jeu de mémoires, il faudrait, selon elle, cerner tous les réseaux de sociabilité du témoin, tenir compte de sa mobilité sociale, de ses rapports à la culture savante, du poids des médias modernes,

du cinéma, de la littérature, etc. Et l'historienne a beau exhorter à ne pas se limiter à mettre en valeur le travail de la mémoire, elle peine à convaincre de la fiabilité de la source orale pour rendre compte des faits et des attitudes du passé évoqué dans les entretiens.

En ce qui concerne le choix des témoins, elle préconise à la fois d'« établir un échantillon varié et représentatif » et de « faire prévaloir les témoignages importants (prêtre, instituteur, administration communales) ». Elle ajoute par ailleurs qu'on peut éventuellement descendre en dessous de 14 ans, en sachant qu'« il s'agira alors le plus souvent d'un témoin indirect qui donnera des informations sur la transmission de mémoire entre générations ». Pour ce qui a trait à la situation d'entretien, elle préconise « la tenue d'un carnet de bord où sont consignés (...) tous les détails explicitant la situation d'entretien, ses origines et ses suites ». Notons ici qu'aucun carnet de ce type n'a été retrouvé.

Au niveau de l'analyse, elle déconseille la retranscription, fastidieuse; elle préconise plutôt « de prendre des notes au vol de l'audition en mettant les numéros du marqueur de l'enregistreur comme point de repère ». Pour la synthèse des interviews, elle propose de travailler en deux temps: d'abord analyser chaque témoignage séparément, pour « voir ce qui importe et s'accorde au témoin »; ensuite procéder au travail de confrontation et de synthèse.

Enfin, Anne-Dolorès Marcelis commente le questionnaire. Elle conseille de le réorganiser en fonction des besoins; « faire des fiches de couleur pour les thèmes différents (...). Les questions doivent être courtes, faciles, précises ». Elle termine son exposé en demandant de « rapprocher les réponses du vécu du témoin. Comment? Appliquer à des situations vécues, personnes proches; vérifier le pronom personnel. En ce qui concerne les questions d'opinion personnaliser en les appliquant à des situations vécues, des personnes proches (...). Pour appréhender le travail du temps, distinguer la perception des événements pendant la guerre et la perception actuelle (...) ».

Ces derniers éléments (témoignage direct ou indirect, questions d'opinion, phénomène de la mémoire) se trouvaient sous forme de remarque générale en tête de la première mouture du questionnaire, mais ils ont été retirés de la version distribuée aux étudiants. Ceci dit, ils apparaissent clairement via la plupart des nombreuses nouveautés apportées dans ce document. Ainsi, la personne est invitée à s'exprimer sur sa profession actuelle et son origine familiale. En outre, l'opinion du témoin et de ce qu'il croit être celle de la population est sollicitée à plusieurs reprises à propos de questions 'sensibles' (attitude par rapport au pouvoir communal, à certaines catégories sociales, à la résistance hier et aujourd'hui, aux résistants de la dernière heure, à la répression allemande; impact de la guerre sur les élections de 1946, sur le parcours professionnel). Par ailleurs, une nouvelle rubrique, intitulée « le souvenir » apparaît. Elle aborde la question neuve de l'éventuelle volonté de la commune de se souvenir de la Seconde Guerre mondiale et des moyens mis en œuvre à cet effet, ainsi que la problématique des commémorations de 1994-1995. Comme le confirmera Jacques Lory lors de la séance de clôture du séminaire, c'est bien à Anne-Dolorès Marcelis que ces changements sont dus.

Dix-neuf étudiants de 1<sup>ère</sup> licence se lancent dans cette nouvelle enquête consacrée à autant de communes du Hainaut. Jacques Lory est le premier à en tirer les conclusions lors de la séance de clôture du 30 avril 1998. Ses appréciations sur la valeur des travaux et sur les sources orales ressemblent fortement à celles formulées en 1994 et plus encore en 1990. Seule véritable nouveauté, la remarque selon laquelle certaines questions semblent avoir dérouté les témoins, en particulier celle de l'impact de la guerre sur les résultats des élections de 1946.

Anne-Dolorès Marcelis, quant à elle, souligne d'abord deux dérives dans la façon dont les étudiants ont mené les interviews: l'attachement trop rigide au questionnaire (...); l'écoute trop empathique, où l'étudiant se laisse submerger par l'état affectif de son interlocuteur (...). Mais « on sent

une souplesse et une assurance qui s'installent au fur et à mesure de la pratique ».

Elle relève ensuite les difficultés soulignées par les étudiants pour l'exploitation de ces sources. Elle note ainsi que les témoignages sont souvent apparus flous dans certains domaines, notamment la vie politique, la vie économique et la collaboration. Par ailleurs, plusieurs ont souligné l'incapacité du témoin à faire la distinction entre son état d'esprit à l'époque et sa position actuelle. Enfin, certains étudiants ont été désarçonnés par ce qui leur est apparu comme le caractère peu harmonieux et même parfois contradictoire des témoignages. Anne-Dolorès Marcelis estime au contraire que les témoins ont retracé avec une grande uniformité ce qui touche à la vie quotidienne et aux opinions, ce qui montre combien, pour elle, la mémoire collective a contribué à lisser les mémoires individuelles. Dès lors, elle conclut que c'est un leurre de croire qu'on pourrait rejoindre le vécu de l'époque seulement à partir de témoignages actuels.

Ces pérégrinations dans les archives des cinq séminaires permettent déjà de souligner le contexte de leur création et de leur développement ainsi que de percevoir les éléments de permanence et de changement dans la démarche utilisée et les outils mis à la disposition des étudiants. Mais elles ne donnent qu'assez peu d'informations sur le profil des témoins interrogés et sur la manière dont les étudiants ont exploité les interviews, éléments indispensables avant d'analyser de manière critique les sources orales et les travaux produits, et de proposer des pistes pour leur utilisation.

### Des statistiques révélatrices

Une première série de données chiffrées fournit des informations précises sur l'ampleur du matériau produit: 15 travaux réalisés par 28 étudiants sur 47 communes non fusionnées du Brabant wallon à la Libération; 98 travaux produits par autant d'étudiants sur 125 communes non fusionnées du Brabant wallon (71), du Namurois (35) et du Hainaut (19) sous l'Occupation. Soit au total, 113 travaux totalisant plus de 5.000 pages, sans compter

les annexes. Tous sont en grande partie élaborés sur base de témoignages oraux, au nombre total d'environ 1.100.

Un tableau excel réalisé en 2011 par Nico Theunissen, bénévole au CegeSoma, sur les interviews enregistrées et conservées sur cassettes dans l'institution, à partir des données biographiques reprises dans les travaux, permet d'esquisser le portrait des témoins interrogés<sup>22</sup>.

Ainsi, sur les 1.067 témoins recensés, environ 2/3 (65,6%) sont des hommes et 1/3 (34,4%) des femmes. La plupart de ceux dont la date de naissance est connue (94,2% des cas) sont des adolescents ou de jeunes adultes sous l'Occupation: seuls 17,7% d'entre eux ont 30 ans ou plus au début de la guerre (à peine 2,4% ont 40 ans ou plus), alors que 38,7% ont entre 20 et 29 ans et 41,1% entre 10 et 19 ans (2,6% ont moins de 10 ans). En toute logique, les célibataires (49%) sont presque aussi nombreux que les mariés (51%).

Le niveau d'éducation est plus difficile à déterminer, car les réponses données à cette question prêtent parfois à interprétation. On notera toutefois la proportion importante de personnes ayant accompli des études supérieures ou universitaires (30,8%), par rapport aux titulaires de diplômes de l'enseignement moyen, technique ou professionnel (31%) ou de l'enseignement primaire, y compris le 4<sup>e</sup> degré (38,1%).

Domiciliés dans 114 petites et moyennes localités rurales ou semi-industrielles du Brabant wallon (63 communes), du Namurois (32) et du Hainaut (19), les témoins enregistrés sont essentiellement occupés dans l'industrie (15%), l'agriculture (14,2%), l'artisanat et le petit commerce (14,1%), les services publics (13,4%) ou l'enseignement (9,2%). Sur le plan des professions exercées, ils sont surtout, en dehors des étudiants

(20,6%) et des personnes sans emploi (7,9%), ouvriers (15%), employés (14,2%), agriculteurs (12,1%), commerçants et artisans (11,2%), enseignants (9%) et membres de professions libérales et cadres supérieurs (5,5%). Enfin, plus d'un quart (26,1%) affirme avoir fait partie de la Résistance.

Les résultats varient d'un séminaire à l'autre. Ainsi, lors de la première enquête réalisée au printemps 1985 sur la Libération dans le Brabant wallon, la proportion d'hommes est nettement supérieure à la moyenne (78,4% contre 21,6% pour les femmes). Les agriculteurs sont par contre beaucoup moins bien représentés (7,7%) alors que les personnes occupant des postes à responsabilité dans la commune le sont nettement plus (13,7% d'enseignants, 10,3% de membres de professions libérales et cadres supérieurs, 6% de policiers et gendarmes, et 4,3% d'ecclésiastiques). En outre, les personnes interrogées sont nettement plus âgées que la moyenne: la tranche d'âge des plus de 30 ans est, cas unique, pratiquement aussi bien représentée que les 20-29 ans (33,6% contre 34,5%) et dépasse même les 10-19 ans (30,1%). Sans surprise, les gens mariés sont nettement plus nombreux que les célibataires (70% contre 30%). Enfin, presque un témoin sur 2 (43,3%) dit avoir été résistant.

Sauf pour ce qui a trait à la distribution hommes/femmes, toujours aussi inégalitaire, la donne change pour les deux séminaires sur l'Occupation dans le Brabant wallon. Ainsi, la répartition socioprofessionnelle des témoins est un peu plus en adéquation avec la réalité sur le terrain, mettant à l'honneur, à côté des (trop) nombreux étudiants (19,4%), les agriculteurs (15,6%) et les employés (15,4%), devant les commerçants et artisans (12,4%) et les ouvriers (11,3%). Par contre, le déséquilibre entre jeunes et moins jeunes s'accroît: ils ne sont désormais plus que 22% à avoir 30 ans et plus en 1940, la plupart des

22. Les 1.187 cassettes contenant les témoignages de personnes interrogées par les étudiants lors des cinq séminaires sont aujourd'hui pratiquement toutes accessibles sous forme numérique dans la salle de lecture du CegeSoma (seules 14 d'entre elles ne le sont pas, notamment pour des raisons techniques).

témoins ayant alors entre 20 et 29 ans (40,3 %) ou entre 10 et 19 ans (35,6%). Conséquence logique, les célibataires au moment des faits représentent désormais 2/5 de l'échantillon. Enfin, ils ne sont plus que 27,7 % à se revendiquer résistants.

Lors du séminaire consacré à la province de Namur, la parité entre hommes et femmes est presque atteinte (54,3 % contre 45,7%). Sans surprise, le pourcentage de trentenaires et plus en 1940 n'est désormais plus que de 12,8 % contre 36,6 % pour les 20-29 ans et surtout 47,6 % pour les 10-19 ans. Ces derniers sont dès lors prédominants, tout comme le sont maintenant les célibataires par rapport aux mariés (56,6 % contre 43,4%). De manière logique, la 'suprématie' des étudiants s'accroît encore en 1993 : ils sont maintenant 21,1 % dans cette catégorie contre, dans l'ordre, 14,5 % de commerçants et artisans, 13,7 % d'ouvriers, 12,9 % d'employés comme de personnes sans profession, 9,4 % d'agriculteurs, 7 % d'enseignants et seulement 4,3 % de membres des professions libérales et cadres supérieurs (la part de ces deux dernières catégories était encore respectivement de 9 % et de 5,8 % dans les enquêtes sur l'Occupation dans le Brabant wallon). Le pourcentage de résistants descend à 23,7 %.

Le caractère inexorable du temps qui passe accentue le déséquilibre entre les catégories d'âge en 1998 : désormais les trentenaires ne constituent plus que 5,1 % de l'ensemble contre 38,4 % pour les 20-29 ans et 53,1 % pour les 10-19 ans. De manière tout aussi logique, les célibataires sous l'Occupation représentent dès lors une large majorité des témoins (65,2 % contre 34,8 %). Les étudiants sont aussi plus nombreux (26,1 %), mais ils sont ici dépassés par les ouvriers (29,3 %) ; les personnes sans profession (10,8 %), les agriculteurs (10,2 %), les enseignants (8,3 %), et surtout les employés (6,4 %), les commerçants et artisans (4,5 %) et les membres des professions libérales et cadres supérieurs (2,5 %) viennent loin derrière. Clairement, les témoins rencontrés dans le Hainaut, province ouvrière, ne présentent pas le même profil sociologique que dans les régions plutôt agricoles du Brabant wallon et du

Namurois. Enfin, s'il est logique que le pourcentage de résistants diminue (il est tout de même encore de 18,8 %), il est plus difficile d'expliquer la proportion moindre de femmes que lors du séminaire précédent (seulement 39,8 %), alors que leur espérance de vie est nettement supérieure à celle des hommes.

Ainsi, vus dans leur ensemble, les témoins enregistrés sont, en majorité, des hommes dans l'adolescence ou au début de l'âge adulte au moment de l'Occupation, alors à part égale mariés ou célibataires. Étant donné leur âge et leur état-civil, il est évident que les personnes avec charge de famille sont peu présentes dans l'échantillon. D'un niveau d'instruction relativement élevé, les témoins exercent des professions variées, même si par rapport à la répartition socioprofessionnelle de la population de ces contrées plutôt semi-rurales, certaines catégories comme les personnes sans emploi ou les agriculteurs par exemple sont sous-représentées, et d'autres, comme les étudiants et les enseignants, surreprésentées. La proportion de résistants est également largement supérieure à la moyenne de la population.

Ce tableau général cache de fortes évolutions d'un séminaire à l'autre, les années accentuant les écarts. Ainsi, de 1985 à 1998, les témoins rencontrés ont de plus en plus vécu la guerre jeunes et célibataires, tandis que le rapport entre hommes et femmes a tendance à s'équilibrer. On note aussi une proportion toujours plus importante d'étudiants et un pourcentage toujours moindre d'employés – les fonctionnaires communaux sont de plus en plus difficiles à trouver – ainsi que de membres des professions libérales et de cadres supérieurs. Le pourcentage de résistants diminue aussi petit à petit, tout en restant relativement important.

Pour compléter cette étude, nous avons pensé utile de parcourir six travaux pris au hasard de chacun des cinq séminaires, soit 30 travaux au total, en nous concentrant sur les aspects liés à l'utilisation de la source orale. Sur un plan comparable, signalons d'abord que 25 témoins ont refusé de se faire enregistrer, soit environ 1 témoin par

enquête, et que seuls 8 de ces témoignages ont été retranscrits. Et comme dans le rapport final, les citations ne sont assez fréquentes que dans 8 cas sur 30, on peut considérer que l'essentiel de ces 17 témoignages non enregistrés, ni transcrits, est aujourd'hui perdu. Au total, sur les 113 travaux, des dizaines de traces mémorielles du passé ont donc probablement disparu. On notera aussi, par la même occasion, que le peu de citations de témoins et l'absence, dans les rapports de synthèse, des retranscriptions des interviews enregistrées rendent plus que jamais obligatoire le recours à la source sonore pour tirer pleinement profit des enquêtes orales.

Par ailleurs, malgré les nombreuses injonctions des responsables du séminaire pour fournir une biographie détaillée des témoins, les résultats sur ce plan sont très inégaux. Ainsi, 8 étudiants, soit un peu plus d'un quart d'entre eux, présentent des biographies très sommaires (5 lignes maximum par témoin) et 9 autres (30%) des indications un peu plus fournies (jusqu'à dix lignes). Dès lors, seule une petite moitié des travaux contiennent des données détaillées (11 cas jusqu'à vingt lignes) ou très détaillées (2 cas jusqu'à trente ou quarante lignes par témoin).

Si des informations sur l'intérêt du témoin sont bien souvent présentes (dans 70% des travaux consultés) et si dans une étude sur deux (14 sur 30), les étudiants se prêtent au jeu de la critique du témoin, ils sont par contre peu nombreux à fournir des détails sur les circonstances de l'interview (à peine dans un peu plus de 25% des travaux, soit 8 sur 30). Enfin, si dans 18 études, soit 60% des rapports, des informations sont révélées sur la situation actuelle du témoin, celles-ci concernent le plus souvent uniquement la carrière professionnelle de l'intéressé, comme demandé lors du premier et dernier séminaire. Enfin, 16 travaux sur 30 recèlent des appréciations critiques globales sur les sources orales. Ces remarques sont inégalement réparties entre les séminaires, mais étrangement n'augmentent pas de façon linéaire d'une année à l'autre: présentes dans 2 travaux sur 6 en 1985, elles appa-

raissent dans tous les rapports en 1987, mais dans aucun d'entre eux en 1990; puis dans 3 sur 6 en 1993 et, plus logiquement, dans 5 sur 6 en 1998. Mais la chronologie n'est peut-être seule en cause: en effet, ces appréciations apparaissent dans les 2 travaux réalisés en 'couple' et les  $\frac{3}{4}$  des rapports produits par des étudiantes (9 sur 12), pour seulement dans à peine plus de 30% des écrits réalisés par des étudiants (5 sur 16). Ces derniers fournissent d'ailleurs en général des biographies brèves de dix lignes maximum (10 cas sur 16) alors que c'est l'inverse chez les étudiantes (7 sur 12 présentent leurs témoins en plus de dix lignes). Comme quoi, la valeur des travaux n'est pas seulement liée à l'encadrement, mais aussi à la personnalité de leurs auteurs.

Quelques remarques sur les sources orales formulées par les étudiants sont intéressantes, car elles soulignent un certain nombre de difficultés liées à la récolte de témoignages sur cette période par des apprentis historiens. Ainsi, un duo d'étudiants travaillant sur la Libération précise que les témoins peinent à se rappeler les vicissitudes de la vie quotidienne à cette époque, se remémorant plus facilement les difficultés de l'Occupation ou les aspects militaires de la Libération. Le duo ajoute que les gens éprouvent parfois une certaine gêne à évoquer la répression de la collaboration.

Par ailleurs, une étudiante œuvrant en 1987 sur une commune du Brabant wallon sous l'Occupation estime que les témoins racontent le tragique, le glorieux, le comique, mais rarement le banal. En outre, selon elle, ils esquivent certains thèmes comme la collaboration, les questions d'argent, les festivités et le sort des défavorisés pour donner la meilleure image possible à leurs yeux de leur communauté. Ceci dit, toujours selon elle, les témoignages parviennent à faire ressortir les questions marquantes pour la population au temps de l'Occupation, à savoir les problèmes de nourriture et le sentiment d'angoisse et d'insécurité.

Enfin, un étudiant du dernier séminaire sur l'Occupation dans le Hainaut pointe particulièrement les obstacles qui se dressent devant le jeune inter-

viewer, à savoir le peu de connaissances préalables, le manque d'expérience dans la conduite d'une interview, l'anachronisme psychologique qui fait que l'étudiant a tendance à appréhender les faits selon son mode de vie, la non-compréhension de lapsus et de sens cachés, enfin le facteur temps qui fait qu'il ne peut pas rendre une seconde ou une troisième visite.

D'autres informations utiles sur les potentialités des enquêtes orales, mais aussi sur leurs limites se retrouvent dans la première et à notre connaissance, seule exploitation scientifique d'importance des témoignages collectés lors des séminaires.

### Une première ébauche d'utilisation méthodique des sources orales

Les recherches menées dans le cadre des séminaires ont été à la base de plusieurs publications. Mais la plupart d'entre elles ont consisté en le résumé ou l'approfondissement d'un travail ou d'une partie d'un travail, édité par le ou les étudiants en question<sup>23</sup>. Les seules exceptions à cette règle sont les articles de synthèse publiés par Jacques Lory et nous-même entre 1988 et 1991 sur l'Occupation et la Libération dans le Brabant wallon<sup>24</sup>, ainsi qu'un mémoire de licence en histoire réalisé en 2005 sur les apports méthodologiques des témoignages récoltés lors des quatre enquêtes menées à Nivelles et Perwez en 1985 et 1987<sup>25</sup>.

Ce dernier travail est très intéressant pour notre contribution, car il exploite méticuleusement les interviews enregistrées d'une cinquantaine de témoins. Ceci dit, comme son titre l'indique, il n'a pas pour ambition de réfléchir à ce que ces sources orales apportent à la connaissance de la Seconde Guerre mondiale à l'échelon local, mais bien de mettre en exergue les questions qu'elles posent à l'historien et les problèmes qu'elles soulèvent, pour mieux tirer profit de toutes leurs opportunités.

Dans ce contexte, nous intéressent surtout les remarques formulées quant à la manière dont les entretiens ont été menés à Nivelles et Perwez par les six étudiants en question. Ainsi, la mémorante confirme qu'ils ont, soit suivi de façon scrupuleuse l'ordre des questions fixé, soit sont passés de l'une à l'autre en fonction des informations divulguées par le témoin. Par ailleurs, elle signale que ne figure sur les bandes conservées, qu'une partie du témoignage livré à l'enquêteur, le témoin éprouvant le désir de faire effacer une partie de ses propos ou d'arrêter l'enregistreur afin que certaines informations confiées à l'étudiant restent totalement privées. Elle ajoute encore que dans la majeure partie des entretiens, la femme assiste au témoignage de son époux et se contente simplement, à l'occasion, de compléter ses dires si elle en ressent le besoin. Plus loin, elle précise que les entretiens où les femmes sont seules ne représentent que 20% des témoignages féminins, ce qui, compte tenu de ce qui vient d'être signalé, atténue fortement l'apport des femmes à l'enquête.

Une autre faiblesse des interviews constatée est que lorsque les témoins relatent une histoire, il est assez courant qu'ils n'exposent ni ses causes, ni ses conséquences, et que les étudiants ne le font pas toujours remarquer. En conséquence, il est difficile de replacer l'histoire dans le contexte général ainsi que dans celui de la vie de la personne interrogée. Par contre, dans certains cas, la gravité de la situation, la cruauté des paroles prononcées ou la beauté des propos tenus font que les témoins peuvent restituer avec une formidable exactitude les mots qu'ils ont entendus ou dits.

Enfin, la mémorante s'attarde sur les difficultés qui peuvent naître dans l'entretien des différences de culture et d'érudition entre l'étudiant et le témoin. Ainsi, certains de ces derniers demandent s'ils peuvent s'exprimer en wallon. Devant la réponse

23. Voir la liste reprise dans JACQUES LORY et FABRICE MAERTEN, *art. cit.*, p. 20, note 2. Nous n'avons pas connaissance d'autres publications d'étudiants après 1990.

24. Voir les références aux notes 14, 19 et 20.

25. KIMBERLÉ PARÉE, *La vie quotidienne à Nivelles et Perwez 1940-1944. Apports méthodologiques des sources orales*, Louvain-la-Neuve, mémoire de licence en histoire, UCL, 2005.

négative des étudiants, ils s'efforcent de s'exprimer en français, mais ils perdent sans doute une partie de la richesse de leur langage familial. Par ailleurs, certains termes employés par les personnes interrogées comme par exemple « année de poésie » ou « études moyennes » sont tombés en désuétude et peuvent être incompris par les étudiants. Il en va de même pour certaines figures de style. La surdité, fréquente chez les personnes âgées, peut aussi nuire au dialogue, comme l'auteure le constate à l'une ou l'autre reprise. Enfin, les étudiants ont parfois tendance à oublier les différences de mentalité entre les années 1940 et 1980. Ainsi, ils n'ont pas toujours conscience de l'évolution du rapport homme/femme, ni de la perte de l'esprit de famille, de quartier, de communauté, qui les fait trop se concentrer sur le parcours personnel du témoin et pas assez sur la situation dudit groupe. De même, ils oublient souvent d'interroger le témoin sur ses convictions politiques et ont tendance à négliger l'étude de la vie religieuse, sujets moins prégnants pour les jeunes des années 1980 que pour ceux des années 1940.

### Bilan et perspectives

Au terme de ce parcours, il nous semble possible de tirer un bilan nuancé des apports et des limites des cinq séminaires et de proposer des pistes d'utilisation des sources orales au regard des attentes actuelles en matière d'histoire locale de la Seconde Guerre mondiale.

Il est d'abord important de souligner que pour Jacques Lory, l'intérêt principal de l'enquête orale est et reste pendant ces quinze années avant tout une manière de collecter des informations précieuses sur la manière dont la population vit la guerre au jour le jour. Si la source orale passe dès les premiers mois du statut de source complémentaire à celle d'élément essentiel de l'enquête, c'est en effet parce qu'il se rend très rapidement compte que, sans elle, de très nombreuses questions relatives notamment à la vie quotidienne resteraient sans réponse. En somme, grâce aux témoignages récoltés, il pense pouvoir parvenir à l'objectif fondamental du séminaire, révélé par Lory lui-même en conclusion de notre article publié en 1990,

  savoir atteindre la réalité concrète de la vie des Belges sous l'Occupation. Ce but se situe dans la ligne du catalogue de l'exposition sur la vie quotidienne en Belgique en 1940-1945, publié à la fin 1984, dont le professeur néo-louvaniste s'est inspiré pour dresser son questionnaire.

Pour parvenir à ses fins, Jacques Lory développe une méthodologie à laquelle il restera toujours fidèle. Ainsi, il demande aux 126 étudiants des cinq séminaires de recourir à une dizaine d'interviews sur base d'un questionnaire relativement similaire pour dégager, avec l'aide de sources écrites et en particulier des archives communales, les principales lignes de force de l'Occupation (ou de la Libération) dans, chaque fois, une ou plusieurs communes rurales ou semi-industrielles de Wallonie. En outre, à chaque reprise, les étudiants bénéficient d'un large support, constitué de façon similaire par une multitude de documents servant d'outils de travail. Enfin, le canevas des séances du séminaire et de la table des matières du rapport d'enquête reste pratiquement inchangé. Par conséquent, les 113 travaux et les quelque 1.100 témoignages oraux enregistrés présentent une uniformité propice à une analyse transversale de grande envergure.

Ceci dit, des changements sont aussi à l'œuvre au fil des années. D'abord choisis pour leur rôle dans la vie publique de la localité, les témoins sont de plus en plus sélectionnés en fonction d'un équilibre à respecter entre hommes et femmes, et entre les divers milieux socio-professionnels. Le temps passant, ils sont aussi toujours plus jeunes au moment de la période étudiée. Par ailleurs, les outils à disposition des étudiants sont toujours plus nombreux et plus affut s. L'expérience aidant, l'encadrement est en outre toujours plus efficace. Enfin, un certain glissement s'opère dans les attentes vis-à-vis des sources orales. Ainsi, de prioritaires, elles passent au second rang à partir de 1993. Peu à peu aussi augmente la perception que les témoins ne sont pas capables de répondre de manière utile à toutes les thématiques du questionnaire et que leur témoignage doit être analysé de façon particulièrement critique.

Cependant, il faut attendre le dernier séminaire pour que la dimension de la source orale comme reflet de la mémoire prenne une place majeure dans la réflexion et soit relativement bien intégrée dans le questionnaire et les travaux. Encore, pour Jacques Lory, le travail de la mémoire n'est-il sans doute perçu que comme un obstacle à franchir avant d'atteindre la réalité de la vie pendant la guerre, et non un sujet d'étude en soi.

Dès lors, dans quelle mesure l'historien peut-il faire usage de ces travaux et surtout de ces témoignages oraux ?

D'abord, l'ensemble du matériau disponible en termes de sources orales ne présente pas les trois conditions requises selon les modèles actuels pour servir de socle à une étude scientifique globale sur la construction de la perception ou de la réception de la mémoire de la guerre dans les milieux analysés, à savoir une recherche de qualité et de valeur égale, une connaissance des groupes étudiés et enfin une étude de l'interaction entre la mémoire publique et la mémoire privée<sup>26</sup>. En effet, d'une part, malgré un fond commun, les interviews offrent des contenus trop divers et sont de valeur trop inégale pour constituer une base solide. Déjà, le séminaire sur la Libération doit être considéré à part, compte tenu d'une thématique et d'un échantillon très différents des autres enquêtes, mais aussi des tâtonnements inhérents à cette première expérience qui altèrent sa qualité. Les quatre autres séminaires présentent, il est vrai, un grand nombre de similitudes. Mais d'une part, le dernier d'entre eux, sur le Hainaut, bénéficie d'une approche méthodologique renouvelée sur la source orale qui entraîne une modification partielle du questionnaire et de la manière d'interroger et de rendre compte de la source. Par ailleurs et surtout, malgré la quasi-uniformité et la précision des consignes qui permettent de déboucher sur des interviews et des rapports de synthèse

relativement similaires, il est clair que l'inexpérience des étudiants et leur valeur inégale aboutissent à des témoignages de qualité très diverse d'une enquête sur une localité à l'autre et même à l'intérieur d'un même corpus d'interviews, les étudiants améliorant souvent la qualité des entretiens au fil des rencontres.

En outre, les renseignements sur le ou plutôt les divers groupes abordés sont souvent lacunaires. Comme on l'a vu, le questionnaire ne s'intéresse qu'en 1984-1985 et surtout en 1997-1998 à la situation actuelle du témoin. Et encore, même ces années-là, les informations sollicitées sont peu nombreuses et se limitent le plus souvent à la profession de la personne interviewée. Focalisé sur l'obtention d'informations sur la vie pendant la guerre, Jacques Lory s'intéresse manifestement peu aux groupes qui portent cette mémoire. Ceci dit, des étudiants des différentes séries d'enquête prennent la peine de notifier de manière détaillée les données transmises par leur interlocuteur sur leur origine familiale, leur parcours sous l'Occupation, leur caractère et même parfois la manière dont ils accommodent le passé en fonction de leur intérêt personnel ou du groupe auquel ils appartiennent. Mais ces renseignements sont fournis de manière trop éparse dans les différents travaux pour pouvoir servir à une étude globale des milieux concernés.

Enfin, sauf lors du premier et surtout du dernier séminaire, le questionnaire ne pousse pas les étudiants à confronter la mémoire des témoins sur la guerre à celle des représentations officielles, ainsi qu'à inciter les personnes interrogées à exprimer leur avis sur leur ressenti et celui de leur communauté à propos du comportement de tel ou tel groupe sous l'Occupation. Encore une fois, cette problématique n'est pas essentielle pour Jacques Lory. Ceci dit, la question de l'opinion générale sur la guerre est tout de même posée lors des cinq

26. Cf. à ce propos, la contribution de NICO WOUTERS à la journée d'études « De la mémoire à l'histoire orale : approches et perspectives » tenue le 27 février 2019 à la Cité Miroir à Liège. Voir aussi NICO WOUTERS et KOEN AERTS, « Mondelinge geschiedenis in België en de (de-)constructie van collectieve herinnering », in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 2014 nr.2, p. 503-511.

séminaires. En outre, les témoins disent souvent spontanément ce qu'ils pensent du comportement de ceux et celles à qui ils ont alors été confrontés.

Dès lors, si les divers arguments développés ci-dessus permettent de comprendre qu'une étude de la mémoire populaire de la guerre est difficilement concevable à l'échelle de l'ensemble des séminaires, rien n'empêche de tenter l'expérience à un niveau plus modeste, et ce, malgré les diverses lacunes observées: on pourrait ainsi partir d'une ou de plusieurs questions 'sensibles' comme celles liées à la perception des collaborateurs, des résistants, des agriculteurs, du marché noir ou de la guerre en général et analyser les réponses fournies dans un certain milieu (par exemple sur la résistance parmi les agriculteurs, les femmes, les jeunes, dans les villages, ou sur le marché noir parmi les résistants, les ouvriers, etc.). L'étude basée sur une série d'enquêtes de bonne qualité facilement détectables à travers les rapports aurait l'immense avantage de pouvoir se réaliser sur base de témoignages récoltés de 1987 à 1998. On pourrait ainsi détecter si la mémoire collective évolue en fonction de circonstances extérieures ou si, comme semble l'indiquer Anne-Dolorès Marcelis, elle est figée. Une comparaison avec d'autres enquêtes relativement similaires, comme celles menées à l'université de Gand entre 2000 et 2003, enrichirait encore la perspective<sup>27</sup>.

Les témoignages oraux collectés dans le cadre des enquêtes menées par Jacques Lory ne présentent donc qu'un intérêt mesuré pour ce qui a trait à l'étude de la mémoire de la guerre. Mais qu'en est-il de l'importance des travaux et des sources orales pour l'étude de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale à l'échelon local?

Sur ce plan, le matériau est abondant et varié, mais encore faut-il avoir bien conscience de ses limites. D'abord, les travaux et les témoignages oraux récoltés sont de qualité inégale: nous l'avons

dit, ils sont produits par des étudiants de valeur très diverse; en outre, les premiers séminaires pâtissent d'un manque d'expérience de l'équipe d'encadrement et les derniers de la difficulté de trouver des témoins intéressants. Ainsi, pour ne reprendre qu'un exemple particulièrement significatif de l'amélioration des outils disponibles, le questionnaire, rouage central des enquêtes, ne cesse au fil du temps de se bonifier: à partir de 1989, il présente une meilleure structuration des questions au sein des rubriques; en 1993, sont évacués les points auxquels les témoins, vu leur âge, sont incapables de répondre; enfin en 1997, y sont intégrées les problématiques du témoignage direct ou indirect, de l'opinion et du phénomène de la mémoire. À l'inverse, l'échantillon est de plus en plus déséquilibré et de moins en moins apte à rendre compte des divers aspects de la vie pendant la guerre. Déjà, les personnes d'âge mûr lors du conflit n'ont jamais pu être interviewées. Disparaissent même entre 1984 et 1998 tous les adultes âgés de plus de 40 ans en 1940-1945. Dès lors, au fil des séminaires, la vision de ceux qui jouaient un rôle moteur dans l'environnement familial, social et politique est de moins en moins présente et l'absence d'informations sur les rouages essentiels de la vie de la commune et sur le fonctionnement de la cellule familiale via les témoignages oraux, de plus en plus criante. Nous pouvons même écrire que, de manière générale, l'histoire s'efface toujours plus devant la mémoire.

Au-delà de la valeur inégale des résultats produits, la manière d'y parvenir pose aussi question. En effet, la monographie rédigée s'appuie essentiellement sur la combinaison, par des étudiants inexpérimentés et ne disposant que de quelques mois pour s'y consacrer, de l'exploitation de sources orales et de sources manuscrites essentiellement locales. Les risques d'erreur d'interprétation dus notamment à une mauvaise appréhension des effets déformants de la mémoire sont donc réels; en outre, certaines déclarations intéressantes des

27. Voir NICO WOUTERS, "Lokaal geheugen: de sociale herinnering aan de tweede wereldoorlog", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 2014 nr.2, p. 545-574.

témoins ont pu échapper à l'attention de l'historien(ne) en formation. Il vaut dès lors mieux, si c'est possible, se référer au matériau brut, en particulier pour ce qui a trait aux sources orales, qui sont peu citées dans les travaux. Très rarement retranscrites, elles sont heureusement, pour la plupart, disponibles sous forme sonore.

Il convient cependant d'avoir conscience des limites des témoignages oraux, tels qu'ils ont été recueillis par les étudiants. Inexpérimentés en la matière, connaissant parfois mal le contexte géographique et historique lié à la personne interrogée et très éloignés sur le plan culturel de leur interlocuteur, ils se heurtent en outre à un questionnaire très (trop?) étoffé qui, s'il est appliqué à la lettre, conduit rapidement à une certaine lassitude des intervenants et empêche d'approfondir certains thèmes au sujet desquels le témoin aurait eu beaucoup de choses intéressantes à dire. Heureusement, tant certains étudiants lors des premières enquêtes que par la suite les responsables du séminaire prendront conscience de ce danger: les premiers effectueront eux-mêmes un tri dans les questions en fonction des capacités de réponse du témoin et les seconds pousseront à faire de même.

Un autre problème, pratique cette fois, lié à l'utilisation des sources orales, est le manque d'informations sur le contenu des interviews, en dehors des quelques citations reprises dans les travaux, qui ne renvoient d'ailleurs pratiquement jamais à un endroit précis des cassettes. Pour s'orienter dans le quelque 1.100 interviews, le chercheur ne pourra donc s'appuyer que sur un certain nombre d'informations contenues dans les travaux, à savoir toujours une notice biographique d'ampleur variable, souvent l'avis de l'étudiant sur l'intérêt du témoin et une fois sur deux environ la critique du témoin par ce même étudiant. Par contre, les circonstances de l'entretien ne sont relatées que dans 25% des cas. La 'carte d'identité' du témoin est synthétisée dans deux tableaux établis l'un par nom et l'autre par commune sur le site du Cege-Soma. Précisément, ce tableau comprend, pour pratiquement chaque personne interrogée, son nom, son prénom, sa date de naissance, son état

civil, sa profession, son secteur d'activité, son domicile, son appartenance éventuelle à la Résistance et le groupement dont il aurait fait partie, le nom de l'interviewer et la date de l'entretien, enfin les références à la cassette, à la copie numérique de l'enregistrement et au rapport de synthèse de l'étudiant, toutes données évidemment utiles pour démarrer des recherches tous azimuts.

Enfin, il va de soi que, du fait des jeux de la mémoire, les sources orales ne renvoient qu'une image déformée de la réalité de la guerre. Mais une image floue ne vaut-elle pas mieux que pas d'image du tout? Les sources manuscrites et imprimées sont en effet avares d'informations pour ce qui a trait à la manière dont la guerre a été vécue par la population au jour le jour. Seules, pratiquement, les sources orales peuvent pallier ce manque. Dès lors, pour autant qu'on ait conscience des limites de la source, ces milliers d'heures d'enregistrement constituent une mine d'or pour quiconque s'intéresse aux communautés locales des régions semi-rurales de Wallonie pendant la guerre et surtout sous l'Occupation. Ainsi, le recours aux témoignages de personnes qui laissent généralement peu de traces dans l'histoire comme les femmes, les agriculteurs, les ouvriers ou les commerçants/artisans contribue à enrichir la connaissance de domaines essentiels pour la période de guerre comme les divers aspects de la vie quotidienne (ravitaillement, déplacements, santé et hygiène, informations, loisirs), la vie économique et sociale, les contraintes liées à la poursuite de la guerre (présence allemande, occultation, couvre-feu et autres mesures contraignantes, bombardements) ou la vie religieuse. Il est par ailleurs évident que la présence de nombreux jeunes dans l'échantillon permet de disposer de nombreux témoignages sur la vie scolaire, sur le travail obligatoire, le phénomène des réfractaires ou même la résistance. Ce dernier aspect est très largement couvert, vu le grand nombre de résistants interrogés, au demeurant facilement repérables dans les tableaux évoqués ci-dessus.

Si les données fournies par les témoins sont trop souvent vagues et peu fiables pour ce qui a trait

aux informations factuelles, en particulier aux dates, elles sont nettement plus riches pour ce qui concerne la perception des événements et surtout des relations interpersonnelles et intergroupes (relations hommes-femmes, adultes-jeunes, entre groupes sociaux, population et pouvoirs publics, occupés et occupant, population et résistants, population et collaborateurs, communauté villageoise et village ou ville voisine), en somme, pour l'essentiel, pour ce qui se rapporte aux aspects socio-culturels de la guerre. Et cela même si, comme l'ont remarqué certains étudiants, la mémoire élimine souvent le banal pour ne fixer que le tragique, le glorieux ou le comique, et si le témoin esquivé parfois certaines questions embarrassantes pour sa personne ou sa communauté comme celles liées à la collaboration, au marché noir ou à l'activité de certains pseudo-résistants.

Ceci dit, malgré leur très grande richesse, les sources orales collectées et les travaux qui en résultent sont évidemment incapables de refléter l'état des réflexions actuelles sur le sujet. On l'a vu pour ce qui a trait à l'étude de la mémoire, dont les principes fondamentaux, diffusés à partir des années 1980 et affinés jusqu'à aujourd'hui, ne semblent pleinement assimilés que lors du dernier séminaire. C'est aussi le cas pour la problématique de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale au niveau local. Ainsi, dès 1993, Rudi Van Doorslaer, tout en louant l'aspect novateur des recherches menées à Louvain-la-Neuve, met l'accent sur des angles d'approche ignorés ou peu exploités par Jacques Lory<sup>28</sup>. Il évoque de la sorte diverses thématiques liées à l'histoire des familles et de l'intimité, comme les éventuelles modifications en matière de mariage ou de relations extra-conjugales, ou encore la question de la possible évolution de la place de la femme dans la société. Plus fondamentalement, l'historien gantois pousse à déceler, à partir de la récolte de témoignages oraux au niveau local, dans quelle mesure la guerre a été un facteur de transformation cultu-

relle, objectif que ne revendique jamais Jacques Lory. Ce dernier n'invite d'ailleurs ses étudiants travaillant sur l'Occupation à se pencher sur l'avant-guerre et l'immédiat après-guerre que lors du dernier séminaire, et encore uniquement pour ce qui a trait à l'éventuelle influence du conflit sur l'évolution des résultats des élections communales entre 1938 et 1946.

Dix ans plus tard, dans un article du même type cette fois consacré aux deux guerres mondiales, Antoon Vrints et Rudi Van Doorslaer approfondissent certaines réflexions faites en 1993 ou même innovent<sup>29</sup>. Le premier angle d'approche porte sur le thème de la guerre comme facteur de changement. Pour ces historiens flamands, il est évident que les différents chocs causés par les deux conflits ont eu une influence considérable sur les modes de vie et que l'histoire locale est idéale pour tenter de percevoir ces évolutions. Pour les découvrir, ils mettent surtout en évidence des thématiques peu ou parfois pas du tout prises en compte dans les questionnaires des séminaires. Il en va ainsi de la famille, tant dans son rôle reproductif (sur le plan biologique, psychologique et sociétal) que comme unité de production et de reproduction. Ils se demandent notamment si le lien familial s'est renforcé ou si, au contraire, il s'est affaibli du fait de séparations de longue durée et de la nécessité de consacrer une grande partie de la journée à la survie matérielle. D'autres questions liées à l'intimité des familles (mariages, naissances, comportement sexuel) et, de manière plus large, quant à la position de la femme, sont ensuite posées. Par ailleurs, ils s'interrogent dans quelle mesure les pratiques de la famille comme unité de production et de consommation se sont modifiées (travail et production de nourriture à domicile, augmentation des horaires de travail, intégration des femmes et des enfants dans la production, utilisation de moyens illégaux ou semi-illégaux pour nouer les deux bouts). D'autres thèmes évoqués, comme surtout la criminalité, sont également difficilement

28. Cf. RUDI VAN DOORSLAER, *art.cit.*

29. Cf. RUDI VAN DOORSLAER ET ANTOON VRINTS, *art. cit.*

perceptibles dans les enquêtes des séminaires. Enfin, le second axe de recherche proposé, à savoir l'héritage de la guerre, ne fait l'objet que de l'une ou l'autre question générale dans le riche questionnaire mis au point par Jacques Lory.

En somme, les témoignages oraux récoltés dans le cadre des séminaires ne reconstituent que de manière incomplète et imparfaite le vécu des habitants des régions semi-rurales de Wallonie pendant la guerre. Pour en tirer pleinement et correctement profit, il convient donc de les confronter entre eux, puis avec le plus grand nombre possible d'autres sources. Pour l'étude de la localité évoquée dans les entretiens, la première démarche, aisée, est de revenir aux travaux pour y déceler les confirmations, les infirmations ou les éléments d'information complémentaires contenus dans les autres sources utilisées par les étudiants. Il est évidemment possible de poursuivre les investigations en recherchant d'autres sources non exploitées par les étudiants à l'échelon local (archives communales inaccessibles au moment de l'enquête, archives privées, photographiques, monumentales) ou régional (sources imprimées comme la presse ou sources éditées comme les almanachs

ou les annuaires). En outre, depuis cette époque, de nombreuses sources utiles à l'histoire locale de la Seconde Guerre mondiale sont désormais accessibles dans les divers dépôts des archives de l'État, dont le CegeSoma et le service Archives des Victimes de la Guerre (archives des dommages de guerre, de la répression de la collaboration, de la Résistance, des victimes civiles du conflit, etc.), ou des services d'archives de la Défense (Musée de l'Armée, Centre de documentation historique de la Défense) pour ce qui a trait aux militaires<sup>30</sup>. Sur cette base enrichie, il devrait alors être possible d'investiguer les questions plus ardues, car nécessitant des recherches dans l'avant et l'après-guerre, relatives à la guerre comme facteur de changement et à l'héritage du conflit.

Au fond, pour peu qu'on ait bien conscience de leurs limites et leurs faiblesses, les témoignages oraux recueillis dans le cadre des séminaires de Jacques Lory constituent un apport de grande valeur pour la mémoire et surtout l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique, car ils fournissent à une grande échelle un angle d'approche de la guerre complémentaire aux autres sources, qu'on ne pourra plus jamais renouveler à l'avenir.

*Fabrice Maerten (\*1962) est, depuis 1995, membre de l'équipe scientifique du CegeSoma. Il y est responsable de l'accompagnement du public dans les collections. Docteur en histoire de l'UCL, il consacre l'essentiel de ses recherches à l'histoire de la résistance en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il prépare actuellement un guide des sources sur cette thématique, à paraître au début de l'année 2020.*

**30.** Voir, à titre d'exemple, les exposés de la journée « De La Libération à la Victoire: l'histoire locale revisitée », organisée le 3 juin 2019 à Namur et le 17 juin 2019 à Gand, sur le site internet du CegeSoma.